

UEL : une vue sur la compétitivité

Le patronat luxembourgeois fait l'état des lieux en mettant à jour ses indicateurs clés de l'économie. Sur la base de cette analyse, l'UEL explique ses propositions.

Le patronat luxembourgeois, qui est représenté dans l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), continue à se préoccuper de la mise à jour des indicateurs clés fournis dans le rapport du professeur Fontagné intitulé *Une paille dans l'acier* (novembre 2004).

Une première mise à jour avait été

réalisée dans le cadre du *Bilan compétitivité 2006 «En route vers Lisbonne»* par l'Observatoire de la compétitivité. L'UEL retient actuellement 21 des indicateurs identifiés par Lionel Fontagné ainsi qu'un indicateur élaboré par l'OCDE portant sur la législation du travail.

Pierre Bley, le secrétaire général de l'UEL, constate un premier paradoxe : malgré la croissance soutenue du PIB

(+6,2 % en 2006), les performances sont insuffisantes en ce qui concerne l'inflation, l'emploi, l'éducation, la recherche et le développement, les finances publiques, la fiscalité, la productivité globale des facteurs et le coût salarial unitaire.

L'inflation est sensiblement plus élevée que dans les pays voisins : elle atteint au Grand-Duché, pour la période de 1996 à 2006, les 26,8 %

(IPCH; 22,7 % dans la version IPCN); en Belgique, le taux d'inflation a été de 19,9 % pour cette période, en France de 17,7 % et en Allemagne de 14,9 %.

Propositions concrètes

Carlo Thelen (Chambre de commerce) a rappelé l'une des propositions qui consisterait dans la restructuration des marchés de la Grande Région, où le Luxembourg pourrait



Photo : archives Iq / alain rischard

figurer comme centre de logistique et de distribution desservant la Grande Région; cette suggestion constituerait une réelle alternative à la structure actuelle de l'organisation des flux de distribution des marchandises de la Belgique vers le Luxembourg.

Selon Michel Brachmond (Chambre des métiers), l'assurance-pension se dirige réellement contre un mur : actuellement les cotisations d'assurance pension s'élèvent à 24 % de la masse salariale, alors que les promesses de pension qui en découleraient, s'élèveront à 50 % de la masse salariale. Michel Brachmond propose une application plus sélective des dépenses sociales. Pour le patronat, la neutralité financière de l'introduction du statut unique reste une revendication essentielle.

Le décaissement massif des réserves constituées dans les fonds spéciaux diminuera la marge de manœuvre de l'État dans l'avenir.

Dans son analyse des indicateurs de la productivité globale des facteurs, l'UEL constate une évolution «médiocre», sinon «dramatique», le taux de variation sur la période 2001 à 2005 s'établissant à -5,3 % (+3,6 % pour l'Allemagne, +2,4 % pour la Belgique, +1,2 % pour la France). En ce qui concerne le coût salarial unitaire, la statistique fournie par l'UEL indique un accroissement de 2,9 %, alors que les chiffres pour l'Allemagne s'établissent à -3,5 % et pour la Belgique à -1,1 %.

Michel Brachmond a admis que la productivité luxembourgeoise partait d'une base élevée, et que l'avantage se résorbait actuellement.

L'UEL estime que la perte de compétitivité est due à la perte de productivité et à l'accroissement du coût salarial unitaire.

Jean Rhein